



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la modification et l'augmentation des pistes de lavages internes des citernes, l'installation d'une cuve de biocarburant et l'aménagement d'un parking de la société ANTOINE EST sur le territoire de la commune

de ROSIÈRES-AUX-SALINES

N° 2024-0097
AIOT 0003012604

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son article R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2023/1008 du 11 janvier 2024 autorisant la société TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE à exploiter une installation de lavage intérieur et extérieur de citernes sur la commune de Rosières-aux-Salines ;

Vu la lettre 2024-0057 donnant récépissé pour la déclaration relative au changement de dénomination sociale de l'exploitant ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis en Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 26 mars 2024 par la société ANTOINE EST, en vue d'augmenter sa capacité de lavage de citerne de camions, de distribuer du biocarburant et d'augmenter la surface de son atelier de maintenance ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2024_565 du 15 avril 2024 demandant à l'exploitant de compléter son dossier ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant le 23 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_0635 du 11 juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté par courriel en date du 11 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'augmentation du nombre de pistes de lavage de citernes de camion n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 et peuvent être qualifiés de modifications notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que le changement de type de lavage de citernes de camion n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 et peut être qualifié de modification notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'installation d'une cuve de biocarburant en vue de sa distribution n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 et peut être qualifié de modification notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'augmentation de superficie du parking et de l'atelier de maintenance n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 et peut être qualifié de modification notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications nécessitent d'adapter les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2023/1008 du 11 janvier 2024, autorisant la société TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE à exploiter une installation de lavage intérieur et extérieur de citernes sur la commune de Rosières-aux-Salines ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société ANTOINE EST, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé ZAC Des Sables – Chemin des Sables – 54110 Rosières-aux-Salines est autorisée, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2023/1008 du 11 janvier 2024, complétées par celles du présent arrêté applicables à compter de sa signature.

Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions de l'AP n° 2023/1008 du 11 janvier 2024

Les articles de l'arrêté préfectoral n° 2023/1008 du 11 janvier 2024, référencés dans le tableau ci-dessous, sont modifiés comme suit :

Référence n°2023/1008	Description de la modification		
Article 1.1.3	Le tableau des parcelles est remplacé par :		
	Commune	Parcelles	
	Rosières-aux-salines	233 234	
Article 1.7 Implantation	Le contenu de l'article est remplacé par le contenu ci-dessous :		
	L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est configuré selon le plan figurant en annexe		
	Le site accueille : <ul style="list-style-type: none">• une activité de lavage,• une activité de réparation-maintenance,• une activité de distribution de carburant,• une activité de distribution de biocarburant,• les bureaux administratifs de ANTOINE EST.		
	La station de lavage permettant le lavage des citernes est constitué de 6 pistes : <ul style="list-style-type: none">• une piste de lavage dédiée au lavage des citernes ayant contenu des produits alimentaires,• deux pistes de lavage dédiées au lavage des citernes ayant contenu des produits industriels ou chimiques,• trois pistes dédiées au lavage extérieur des citernes		
	Les citernes ayant contenu les produits ci-dessous sont autorisées au lavage intérieur :		
	Produit alimentaire	Produit industriel	Produit chimique
	Farine de blé, seigle, complète Gluten de blé, de maïs Amidon de blé, de maïs Fécule de pommes de terre Sucre, sirop de sucre, glucose, mélasse Farine de pois Carbonate alimentaire et bicarbonate alimentaire Semoule de blé, maïs Sel alimentaire Vin rouge, rosé, blanc Alcool alimentaire Huile de palme, colza,	Ciment gris et blanc Craie poudre et liquide Engrais Solution azotée Billes plastiques PVC en poudre Vinasse Silicate de sodium Plâtre sable Urée Viprotal,	Huile Solvant Acide Base Savon Résine

	coprah, de coco Soluble de blé Levure, levure de bière Moutarde Crème	protéilic	
Article 4.4.1 Moyens de lutte contre l'incendie	<i>L'alinéa ci-dessous est ajouté :</i> <ul style="list-style-type: none"> des moyens adaptés à la lutte contre l'incendie de la cuve Oléo 100 		
Article 5 Prévention et Gestion des déchets	<i>Le contenu de l'article est remplacé par le contenu ci-dessous :</i> L'entreprise ANTOINE EST génère des déchets dangereux et des déchets non dangereux. Les déchets dangereux sont de plusieurs types : <ul style="list-style-type: none"> les premières eaux de lavage ou produits d'égoutture ; les boues des fosses toute eau du prétraitement du lavage interne des citernes ; les boues issues du nettoyage des séparateurs à hydrocarbures et des débourbeurs gros volume ; les flottants des fosses toute eau et du séparateur hydrocarbures et débourbeurs gros volume. Les premiers jus alimentaires sont stockés dans une cuve enterrée de 10 m ³ avant d'être collectés pour être compostés ou méthanisés. Les premiers jus industriels ou chimiques sont stockés dans des contenants étanches puis évacués vers des centres agréés pour effectuer le traitement. L'ensemble des déchets dangereux est collecté par des prestataires agréés par type de déchet. L'exploitant assure un suivi des quantités de déchets produits par type de déchet (registre des déchets...)		

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ANTOINE EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Rosières-aux-Salines

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **30 JUL. 2025**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN

Annexe : Implantation des installations



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le

30 JUL. 2025

Le préfet,
Françoise SOULIMAN